

Programme de partenariat du Réseau mondial contre les crises alimentaires

Le projet « Renforcer la résilience des populations pastorales et agropastorales transfrontalières dans les zones prioritaires du Sahel » s'intègre dans le cadre de l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Programme de partenariat du Réseau mondial contre les crises alimentaires ». Il touche la région du Sahel qui fait face à des situations de crises agropastorales récurrentes d'ordre structurel et conjoncturel, aggravées par des crises agro-climatiques et sécuritaires, qui affectent les moyens d'existence des populations basés sur l'agriculture et l'élevage avec des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Le projet présente une composante régionale (Sahel G5) et des actions de terrain au Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) a été établi pour les 10 projets du Programme de partenariat afin de mesurer la contribution des projets à la résilience à l'insécurité alimentaire des bénéficiaires ciblés et de contribuer aux connaissances sur un ensemble de typologies d'options de réponse efficaces. Les études de référence représentent la fondation de ce cadre.

Le projet pastoral au Sahel

Le projet vise à contribuer à la résilience des populations pastorales et agropastorales transfrontalières pour prévenir et atténuer l'impact des risques agro-climatiques et sécuritaires sur la sécurité alimentaire. Le projet contribuera à l'impact en renforçant la résilience et la sécurité alimentaire des pasteurs et des agropasteurs du Sahel à travers l'amélioration des systèmes d'information et d'alerte précoce, le renforcement des services d'appui et la promotion des bonnes pratiques de production et de cohésion sociale.

Contexte

Le Niger à l'instar des autres pays du Sahel (Mali, Burkina Faso) est confronté à des crises agropastorales essentiellement dues à des sécheresses consécutives et une forte variabilité climatique. Ces crises ont pour conséquences la réduction des moyens d'existence des populations basés sur l'agriculture et l'élevage aggravant ainsi l'insécurité alimentaire et la malnutrition au sein des ménages. Elles sont exacerbées par l'insécurité qui sévit dans les communes transfrontalières. Les messages clés et recommandations suivants sont tirés d'une étude de référence qui a été menée dans les régions de Tillabéri et Tahoua en mi-2019 dans le cadre du partenariat entre la FAO et l'Union Européenne (EU), à travers le Réseau mondial contre les crises alimentaires.

Résumé des résultats

La moitié des ménages dans les communes d'intervention du projet dans la région Tillabéri et 80% de ceux de la région de Tahoua vivent une situation d'insécurité alimentaire. Les ménages cultivateurs,

agropasteurs, et dépendants des transferts et d'assistance humanitaire sont les moins résilients face aux facteurs déstabilisants leur sécurité alimentaire. Une approche concertée pour un meilleur accès des populations aux services de base et à des filets sociaux adéquats permettrait d'améliorer la situation. Il est aussi important d'introduire et/ou renforcer les composantes locales de collaboration entre les producteurs agricoles et les éleveurs dans les interventions afin de renforcer le tissu social et les meilleures pratiques dans un environnement de coexistence de ces deux catégories de populations.

Messages clés - Sécurité alimentaire

La situation de l'insécurité alimentaire, appréhendée à travers l'accès des ménages à la nourriture, est un problème majeur dans les régions de l'étude et appelle à des interventions d'urgence. Dans la région de Tahoua, près de 80% des ménages sont en insécurité alimentaire dont 73 % connaissent une grave insécurité alimentaire (manque de nourriture, dormir affamé, passe toute une nuit et toute une journée sans manger) et 17% une insécurité alimentaire modérée, et vivent en adoptant un régime alimentaire monotone, mangeant des aliments moins préférés et parfois réduisant la quantité et le nombre de repas par jour. Par ailleurs, la moitié de la population dans la région de Tillabéri est en insécurité alimentaire dont 70% sont en état d'insécurité alimentaire grave.

Recommandations

Les soutiens de ces populations par les organisations humanitaires, les ONG et les agences gouvernementales doivent mettre au premier plan de leurs interventions les composantes de protection sociale à travers les transferts monétaires conditionnelles et inconditionnelles, des distributions de nourriture et des bons d'achats afin de satisfaire les besoins alimentaires de ces populations. Il convient d'accompagner ces actions immédiates d'investissements dans le secteur agricole en promouvant la disponibilité des semences améliorées des cultures vivrières (Sorgho, mil, et niébé), des formations sur l'adoption des meilleures pratiques agricoles et des stratégies agricoles d'adaptations aux effets des changements climatiques pour assurer une sécurité alimentaire et une disponibilité alimentaire durables. Des partenariats et des interventions conjointes avec d'autres institutions spécialisées dans l'assistance humanitaire sont nécessaires pour apporter des solutions aux causes profondes de l'insécurité alimentaire dans ces régions.

Messages clés - Résilience

Le niveau de résilience des ménages à l'insécurité alimentaire est plus faible dans la région de Tillabéri qu'à Tahoua. Les ménages cultivateurs, agropasteurs, et dépendants des transferts et d'assistance humanitaire sont les moins résilients tandis que les ménages salariés et pastoraux disposent d'une capacité de résilience plus élevée. Outre le niveau d'insécurité particulièrement élevée dans la région de Tillabéri à la fois frontalière avec le Mali et le Burkina Faso, l'importance des groupes vulnérables précédents expliquent la situation moins résiliente de cette région. Les meilleures opportunités pour l'affermissement de la résilience se situent en premier lieu dans de meilleurs services sociaux de base, notamment ceux liés à l'accès à l'eau potable, à l'hygiène ainsi qu'à l'assainissement, étant donné l'importance de l'eau pour les conditions et les moyens d'existence dans ces zones semi-arides. Par ailleurs, la promotion du capital social, surtout les réseaux collectifs et individuels, ainsi que l'accès aux crédits constituent également un tremplin appréciable vers la résilience des ménages. Les défis résident,

d'une part, dans une meilleure dotation en actifs productifs des ménages à travers l'utilisation d'intrants et la possession d'actifs agricoles, favorisant de fait la production agro-pastorale, et contribuent à l'amélioration rapide de la résilience des ménages dans les deux régions. D'autre part, la capacité d'adaptation des ménages reste ainsi un défi majeur de long terme.

Recommandations

L'amélioration de la résilience des ménages des régions de Tahoua et Tillabéri, au vu des constats précédents, impliquent premièrement d'établir des synergies dans les domaines de l'Eau, Hygiène et Assainissement (WASH), de l'éducation ainsi que des autres services de base au profit des ménages. Deuxièmement, les interventions gagneraient en efficacité en adoptant une approche intégrée prenant en compte différentes facettes de la résilience à l'insécurité alimentaire : la structuration des groupes sociaux et le réseautage; l'accès aux crédits et aux transferts ; et les techniques de valorisation des chaînes de valeurs à travers de meilleurs rendements (accès aux intrants et actifs agricoles) et une meilleure plus-value (production vivrière et de rentes et circuit de commercialisation). Ces approches intégrées devraient créer des synergies entre le renforcement des capacités techniques, les compétences pratiques telles que l'alphabétisation, la diversification des sources de revenus ainsi que des cultures, et le planning familial qui représentent des éléments essentiels à la construction de moyens de subsistance agro-pastoraux plus résilients.

Messages clés - Conflits et chocs

La sécheresse (26 %) et la perte de bétail (12 %) sont les chocs les plus importants auxquels les communautés dans les zones d'intervention sont confrontées au cours des douze mois précédant l'étude de référence. Cela oblige les ménages à épuiser leurs économies et à adopter des stratégies d'adaptation ayant des effets néfastes à long terme (26% des répondants) pour satisfaire leurs besoins primaires. Le stress causé par ces chocs est étroitement lié aux principales de conflits violents au niveau des communautés: les litiges concernant l'accès à la terre et liés au bétail ont représenté 52 pour cent des conflits violents dans les communautés qui selon les répondants. Bien que ce conflit violent ne soit pas fréquent (les répondants ont indiqué qu'il se produit généralement une fois tous les six mois), 63% des répondants ont indiqué qu'ils ont eu recours à la violence, parfois armée, au cours des douze derniers mois pour résoudre un dispute. Quand les parties cherchent un intermédiaire pour résoudre les conflits, ils engagent souvent les chefs traditionnels.

Recommandations

La FAO et ses partenaires travaillent, par le biais des interventions actuelles et complémentaires, à aider les communautés agropastorales à développer des stratégies durables qui augmentent leur résistance à ces chocs afin d'atténuer leur impact sur les ressources économiques et productives et de prévenir l'érosion du tissu social qui maintient les communautés ensemble. Pour aborder de manière plus globale les problèmes complexes qui touchent ces communautés, il est important, dès le départ, que la sensibilité aux conflits influence la conception et les modalités de mise en œuvre afin de réduire tout impact négatif et d'accentuer les résultats positifs.

Dans leurs approches, les partenaires de la sécurité alimentaire devraient s'engager avec des acteurs spécialisés dans le renforcement des capacités de résolution des conflits en matière de gouvernance

locale afin d'aider les autorités locales et les membres des communautés à prévenir et à gérer les conflits violents au niveau local concernant les ressources rares. En outre, le fait de lier le soutien technique à l'agriculture aux compétences en matière de résolution des conflits peut faciliter le dialogue entre les participants, ce qui pourrait conduire à une plus grande cohésion sociale. Il est important d'introduire des composantes de collaboration entre les producteurs agricoles et les éleveurs dans les interventions afin de renforcer le tissu social et les meilleures pratiques dans un environnement de coexistence de ces deux catégories de populations. Finalement, investissement dans la redevabilité vers les populations affectées - l'engagement des populations, un partage d'informations robuste sur le projet, les échanges réguliers avec les communautés bénéficiaires sont importants afin d'assurer que les activités sont menées en toute transparence et ne pas exacerber les conflits existants et atteindre un impact positif sur la résilience des ménages ciblés.

Faits saillants :

Echantillonnage : 2 213

Période de collecte : mai-juin 2019

Régions couvertes :

- Région : Tillabéri :
 - Communes Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Sanam, Say, Téra, Torodi
- Région :
 - Communes : Tahoua: Tassara, Tillia

Méthodologie :

Méthodes quantitatives, la mesure et l'analyse de l'indice de résilience (RIMA)